Version approuvée – 4 mars 2011

COMPTE RENDU
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE
RÉUNION DE DIRECTION
Vancouver (C.-B.)
Les 8 et 9 février 2011

La Commission mixte internationale tient une réunion de direction au Morris J. Wosk Centre for Dialogue à Vancouver (C.-B.), les 8 et 9 février 2011. M. Joe Comuzzi préside la réunion.

COMMISSAIRES	
Joe Comuzzi	Président, Section canadienne
Lyall Knott	Commissaire, Section canadienne
Pierre Trépanier	Commissaire, Section canadienne
Lana Pollack	Présidente, Section américaine
Irene Brooks	Commissaire, Section américaine
Sam Speck	Commissaire, Section américaine
PERSONNEL DES SECTIONS	
Chuck Lawson	Secrétaire, Section américaine
Ted Yuzyk	Secrétaire par intérim, Section canadienne
Bernard Beckhoff	Conseiller en affaires publiques, Section canadienne*
Frank Bevacqua	Agent d'affaires publiques, Section américaine*
Antionette Cade	Adjointe spéciale, Section américaine*
Mark Colosimo	Conseiller en ingénierie, Section américaine
Susan Daniel	Conseillère juridique, Section américaine*
Dave Dempsey	Conseiller principal en politiques, Section américaine*
Nick Heisler	Conseiller principal du président, Section canadienne*
Brian Maloney	Adjoint administratif, Section américaine*
Tom McAuley	Conseiller en ingénierie, Section canadienne
Gavin Murphy	Conseiller juridique, Section canadienne*
Paul Pilon	Conseiller en ingénierie, Section canadienne*
Isabelle Reid	Adjointe de direction, Section canadienne*
Robert Reynolds	Conseiller principal, Section américaine*
Victor Serveiss	Conseiller en environnement, Section américaine*
Russ Trowbridge	Conseiller en affaires internationales, Section américaine*
Joel Weiner	Conseiller principal, Section canadienne*
Cindy Warwick	Conseillère en ingénierie, Section canadienne*
PERSONNEL DU BUREAU RÉGIONAL DES GRANDS LACS	
Saad Jasim	Directeur
Doug Bondy	Adjoint de direction*
Mark Burrows	Spécialiste des sciences physiques*
John Nevin	Agent d'affaires publiques*
John Wilson	Spécialiste des sciences physiques*
***Participation par vidéo - ou audioconférence**	

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Les commissaires approuvent l'ordre du jour.
2. M. John Yee fait le point sur le recours à la vidéoconférence pour les réunions de la CMI. Il explique quels aspects sont améliorés pour rehausser la qualité du service et indique les économies tirées de l'usage de ce moyen de communication.

EXAMEN DES POLITIQUES

3.
   A. Consultation publique dans les études de la CMI – Les commissaires examinent les pratiques de consultation publique de la Commission et conviennent que la politique ne devrait pas être trop normative et qu'il faudrait disposer d'une certaine latitude pour adapter les consultations à des cas particuliers, au besoin. Des directives ont déjà été rédigées pour assurer cette souplesse. Les commissaires demandent aux conseillers de rédiger une note d'orientation à soumettre à leur approbation. Les commissaires demandent aussi de systématiser la façon de consigner les modifications de politique. Il faudra faire un recoupement avec l'examen et la mise à jour qui se font actuellement du document des lignes directrices et procédures.
   B. Composition des conseils de la CMI – Les commissaires passent en revue les mandats des membres de tous les conseils de la Commission et constatent que la durée des mandats varie beaucoup, allant d'aussi peu que deux ans à une durée indéterminée. Les commissaires conviennent que le mandat peut avoir une durée indéterminée quand la nomination est fondée sur le poste de la personne, mais qu'un mandat de deux ou trois ans conviendrait mieux dans tous les autres cas. Les commissaires s'entendent aussi sur le fait qu'on ne devrait pas pouvoir être membre d'un conseil donné plus de dix ou douze ans. Une note d'orientation sera rédigée pour le préciser, puis soumise aux commissaires.
   C. Responsables de dossier – Les commissaires acceptent telle que présentée la liste des commissaires et conseillers responsables des divers dossiers.
   D. Documentation à remettre aux nouveaux membres des conseils – Les commissaires examinent l'ébauche de la trousse à donner aux nouveaux membres des conseils et indiquent certaines modifications à apporter au texte de l'énoncé de la politique et des procédures en matière d'affaires publiques.

NÉGOCIATIONS CONCERNANT L'ACCORD RELATIF À LA QUALITÉ DE L'EAU DANS LES GRANDS LACS (AQEGL)

4. En préparation de la réunion avec les négociateurs en chef (le 17 février 2011, à Ottawa), les commissaires demandent que les conseillers formulent des points de discussion qui se fondent sur les préoccupations et questions d'intérêt déjà cernées. Les commissaires énumèrent plusieurs autres questions à aborder à la réunion : 1) l'envoi d'une lettre à la secrétaire d'État (Mme Clinton) et au ministre des Affaires étrangères (M. Cannon) au sujet de la possibilité de saisir l'occasion de la réunion biennale pour annoncer la conclusion d'un nouvel accord, 2) les défis que pose le recours aux indicateurs disponibles pour suivre les progrès et 3) l'invitation à présenter aux négociateurs en chef de se réunir à nouveau avec les commissaires à la réunion semestrielle d'avril 2011.

RÉUNION BIENNALE DE 2011 SUR L'AQEGL

5.
   A. Planification de la réunion biennale – Les commissaires saluent le travail accompli jusqu'ici par les conseillers pour organiser la réunion biennale. Ils remarquent que la représentation du Canada au programme de la séance commune du 12 octobre avec

l'EPA des États-Unis, la Commission des Grands Lacs et la Healing Our Waters Coalition pourrait être renforcée. Les commissaires approuvent : 1) l'ensemble du projet de programme de la réunion, 2) l'idée, en principe, de demander des droits d'inscription à la réunion et 3) le report de l'envoi de la lettre à la secrétaire d'État (Mme Clinton) et au ministre des Affaires étrangères (M. Cannon) jusqu'à ce qu'aient eu lieu les discussions avec les gouvernements au sujet des négociations entourant l'AQEGL, le 17 février, à Ottawa.

B. Évaluation du progrès, 1987-2010 – Les commissaires relèvent les difficultés de trouver des indicateurs pour lesquels on dispose de données scientifiquement crédibles qui remontent à 1987. Ils conviennent de soulever la question à la réunion du 17 février avec les gouvernements. Les commissaires demandent aux conseillers de poursuivre l'évaluation encore un mois, à la lumière de ces limites des données, afin de déterminer si on dispose de suffisamment d'informations pour produire un rapport utile.

PIPELINES ET FORAGES PÉTROLIERS ET GAZIERS DANS LES GRANDS LACS

6. Les commissaires saluent l'avancement du rapport, reconnaissent les difficultés d'obtenir les informations requises et demandent aux conseillers de continuer à faire des recherches sur les questions. Ils s'entendent pour dire que le rapport : 1) profiterait d'une analyse approfondie des documents gouvernementaux, des publications à comité de lecture et d'autres documentations, complétée par des entrevues avec des représentants des gouvernements et des associations industrielles et 2) nécessite un supplément d'information sur les sujets suivants : différences entre les deux pays en matière de pratiques industrielles et de surveillance gouvernementale, forage horizontal avec fracturation, franchissement des lacs par les pipelines (fluides transportés, profondeur des canalisations, fréquence des déversements, fréquence des inspections, causes des déversements et échecs aux inspections). On examinera séparément les forages pétroliers et le forage horizontal avec fracturation. Les commissaires conviennent qu'il vaut mieux prendre le temps qu'il faut pour produire un rapport complet que se dépêcher à établir un rapport auquel il manquera des éléments.

ÉNERGIE ÉOLIENNE DANS LES GRANDS LACS

7. Les commissaires obtiennent un exposé de M. Ken Cain (gestionnaire du Programme d'énergie renouvelable, ministère des Richesses naturelles de l'Ontario) sur la façon dont l'Ontario aborde l'énergie éolienne extracôtière dans les Grands Lacs, puis remercient M. Cain de son exposé très instructif. Les commissaires approuvent une lettre destinée aux coprésidents du Conseil des gestionnaires de recherche des Grands Lacs par laquelle il est demandé au Conseil d'entreprendre un examen de l'état des connaissances sur les effets environnementaux possibles de l'exploitation extracôtière de l'énergie éolienne.

TABLE RONDE DES RESPONSABLES DES GRANDS LACS

8. Les commissaires se penchent sur la planification par le comité spécial autour de la possible tenue d'une table ronde des responsables des Grands Lacs et soulèvent un certain nombre de questions concernant la participation de la Commission et son appui au projet. Ils demandent que les conseillers fournissent : 1) un résumé des réalisations de l'entrepreneur à ce jour et des travaux qu'il reste à donner à contrat et 2) des renseignements plus détaillés sur le sommet que tiennent le Mowat Centre et la Brookings Institution en juin 2011, y compris son lien avec la table ronde des responsables, le rôle de la Commission à la conférence et une justification de toute commandite proposée.

ÉTUDE INTERNATIONALE DES GRANDS LACS D'AMONT (EIGLA)

9. Les commissaires examinent l'avancement de l'EIGLA et donnent des instructions aux conseillers sur l'établissement d'une lettre aux coprésidents du Groupe d'étude qui offre des directives sous plusieurs aspects : les consultations publiques, la portée de la gestion adaptative et le rapport final. Pour ce qui est des consultations publiques, la Commission aimerait que le Groupe d'étude consulte la population sur trois questions : le plan de régularisation proposé, les niveaux d'eau à rétablir éventuellement et la régularisation multilac. Les commissaires insistent pour que le Groupe d'étude concentre ses efforts sur les éléments de gestion adaptative qui sont les plus étroitement liés à la réalisation du plan de régularisation. Pour ce qui est du rapport final, les commissaires souhaitent que le rapport aborde les trois questions précitées. Vu la complexité des questions et les aspects juridiques touchés par l'étude, les commissaires proposent qu'une réunion d'une journée soit organisée afin que le personnel puisse bien les informer des questions.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE LAC ONTARIO ET LE FLEUVE SAINT-LAURENT

10. Les commissaires reconnaissent les efforts faits par le Groupe de travail sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent pour trouver une solution qui soit acceptable par toutes les administrations. Les commissaires se penchent sur plusieurs questions, y compris : 1) l'architecture possible d'un nouveau conseil à 14 membres et 2) les éventuels besoins de financement pour terminer les travaux du Groupe de travail. Les commissaires examinent les projets de lettre aux Premières Nations et aux tribus dans le système du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent pour leur offrir de les informer des activités du Groupe de travail. Ils conviennent de communiquer aux secrétaires leurs commentaires au sujet des lettres. Les commissaires proposent d'organiser une réunion d'une journée afin qu'ils puissent être bien informés de tous les détails du plan de régularisation proposé. Les commissaires notent avec intérêt la tenue prochaine de la réunion du Groupe de travail à Ottawa, les 15 et 16 février 2011.

GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LE BASSIN DU LAC DES BOIS ET DE LA RIVIÈRE À LA PLUIE

11. Les commissaires examinent les progrès accomplis par le Groupe de travail et saluent les efforts de ses membres. Les commissaires expriment leur soutien pour les efforts fournis pour mobiliser les tribus, les Premières Nations et les Métis.

INITIATIVE INTERNATIONALE DES BASSINS HYDROGRAPHIQUES (IIBH)

12. Les commissaires se disent heureux de l'avancement de l'IIBH. Ils acceptent la tenue d'un atelier de l'IIBH à la réunion semestrielle d'avril, l'après-midi du 12 avril 2011. Cette séance sera ouverte aux conseils et aux autres invités. Elle fera le point sur ce qui a été accompli jusqu'ici et abordera ce qui sera le pôle de l'IIBH dans le proche avenir. Les commissaires conviennent de convier les membres du Groupe de travail sur l'harmonisation des données hydrographiques transfrontalières, et la haute direction de leurs ministères ou organismes respectifs, à la réunion semestrielle de cette année à Washington et d'y saluer leurs efforts.

RIVIÈRE ROUGE ET LAC DEVILS

13. Les commissaires examinent l'avancement de l'étude sur les agents pathogènes et les parasites des poissons dans le lac Devils et s'inquiètent de ce que le U.S. Fish and Wildlife Service a indiqué qu'il ne pourra libérer en temps voulu ses spécialistes des agents pathogènes et parasites pour qu'ils participent à l'évaluation dont l'achèvement est prévu pour la fin de mars 2011. Les commissaires s'entendent sur le fait que la question devrait être soulevée dans une lettre destinée à l'État et au MAECI. Les commissaires s'intéressent particulièrement à la

situation des pourparlers à quatre parties et au degré de mobilisation des diverses parties, et ils prennent acte de la somme considérable de travail qu'il reste à faire pour trouver des solutions acceptables aux quatre principaux problèmes à l'étude. Les commissaires jugent préoccupantes les prévisions d'inondations importantes dans le réseau de la rivière Rouge ce printemps.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BASSIN DE LA RIVIÈRE STE-CROIX

14. Les commissaires sont mis au courant des travaux du Conseil au sujet des problèmes touchant les gaspareaux et souhaitent obtenir des indications au sujet de la réunion à venir du Conseil avec les trois chefs de la tribu des Passamaquoddys. Les commissaires sont favorables à la recherche d'une solution viable qu'accepteraient toutes les parties. Les commissaires demandent au personnel de continuer leur recherche et de rédiger une lettre aux gouvernements du Canada et des États-Unis concernant un possible examen des ordonnances. Les commissaires examinent les informations concernant un événement météorologique extrême en décembre 2010 qui a amené à dépasser le niveau d'eau maximal précisé dans les ordonnances en vigueur et se réjouissent d'apprendre que cet écart n'a pas provoqué d'inondation.

DIVERS

15.
    A. Centenaire du Traité des eaux limitrophes – Les commissaires sont informés du projet du comité organisateur d'installer deux plaques sur le pont Rainbow pour rappeler la commémoration du centenaire du Traité des eaux limitrophes en juin 2009. L'événement aura lieu en marge de la réunion annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, qui aura lieu à Niagara Falls, au Canada, du 15 au17 juin 2011. Les commissaires conviennent de décider quelle sera la représentation de la Commission à l'événement une fois que la Commission aura obtenu des précisions au sujet de l'événement et une invitation officielle.
    B. Conférences internationales – Les commissaires sont favorables à la stratégie proposée pour approuver la participation de la Commission à des conférences internationales, et ils acquiescent à la demande de M. Saad Jasim de présenter une communication au congrès mondial de l'Association internationale de l'ozone et de l'International Ultraviolet Association (IUVA), qui aura lieu du 23 au 26 mai 2011 à Paris, en France.

EXPOSÉS

16. Les commissaires ont trouvé très intéressant l'exposé donné par M. Francis Zweirs, du Pacific Climate Impacts Consortium, résumant les résultats du programme des impacts hydrologiques ("Hydrologic Impacts Program: Summary of Results"). Ils ont aussi obtenu des conseillers en ingénierie (Tom McAuley et Mark Colosimo) un bon aperçu des régimes hydrologiques et des caractéristiques des principaux cours d'eau dans les bassins transfrontaliers de l'Ouest. Les commissaires apprécient les exposés exhaustifs que donnent les conseils internationaux de contrôle du fleuve Columbia, du lac Kootenay et du lac Osoyoos au sujet de leurs dossiers respectifs. Les représentants sur le terrain du réseau des rivières St. Mary et Milk donnent aussi une mise à jour approfondie de leurs activités.

    Les commissaires sont très heureux de la large représentation des conseils et conviennent de tenir périodiquement la réunion de direction dans l'Ouest.

Ted Yuzyk
Secrétaire par intérim
Section Canadienne

Charles Lawson
Secrétaire
Section américaine